

# Qu'est-ce que la croissance, et comment la mesurer ?



## Quand on ne sait pas !

Pour répondre à une question donnée, il importe d'en cerner les contours et attentes. Il faut dans un premier temps définir les concepts économiques (ou sociologiques) essentiels, puis les opérateurs du sujet. C'est seulement sur cette base que l'on peut poser un cadre pour la réponse et identifier les attentes du correcteur.

Il est nécessaire (même si c'est fastidieux) de connaître l'ensemble des définitions correspondant aux notions présentées dans le programme officiel, car ces notions constituent la base de toutes les questions posées dans les sujets de bac (sujets d'EC1 et d'EC3, mais aussi de dissertation). Il est donc essentiel de les apprendre ! Cela sera d'autant plus utile que chaque terme économique doit être systématiquement défini, explicité et discuté dans tous les sujets de type « bac ».

La « croissance » constitue l'élément le plus important du programme, et le concept le plus fréquent. La définition doit nécessairement être connue, mais surtout comprise !

La mesure de la croissance peut prendre de multiples formes dans des documents statistiques très variés : il faut identifier la nature du document, et ce qu'il met en avant.

En règle générale, il est nécessaire de commencer par lire le titre du document, pour mieux repérer ce que son auteur a cherché à mettre en avant. Il importe également de porter une attention toute particulière aux unités utilisées.

## Que faire ?

En ce qui concerne la croissance, le terme est « emprunté » au vocabulaire commun et renvoie à l'idée « d'augmentation ». En économie, ce sont les quantités de richesses produites sur une période et un territoire donnés qui vont plus particulièrement nous intéresser.

On mesure la croissance par l'évolution sur un an, en pourcentage, de la quantité de richesses produites, sur un territoire délimité, par rapport à l'année précédente. On retiendra comme indicateur de ces richesses le Produit intérieur brut (PIB), compris comme la somme des valeurs ajoutées. La comptabilité nationale met en avant une approche comptable du PIB :

**PIB + Importations = Consommation finale + Formation brute de Capital fixe +  $\Delta$  Stocks + Exportations**

Ce qui peut également s'exprimer de la façon suivante :

**PIB = Consommation finale + Formation brute de Capital fixe +  $\Delta$  Stocks + (Exportations – Importations)**

Remarquons utilement que cet indicateur déjà ancien (il a été mis au point par Simon Kuznets, en 1934) n'a pas vocation à mesurer quoi que ce soit d'autre que la quantité de richesses produites sur un territoire considéré durant une année, aussi apparaît-il incongru de questionner sa capacité à mesurer le bonheur, le bien-être, le développement ou tout autre caractère qualitatif (même si cette question est régulièrement posée !). En revanche, les limites liées à sa capacité même de rendre compte des richesses produites sont nombreuses.

Tout d'abord, il oublie de comptabiliser nombre d'éléments susceptibles de constituer des richesses. Comme il n'intègre que ce qui donne lieu à transaction monétaire, il passe sous silence les activités de production des ménages pour leur propre compte : jardinage, bricolage, production domestique, etc. Comme le soulignait non sans humour l'économiste anglais Cecil Pigou, celui qui épouse sa cuisinière contribue à diminuer la croissance ! En effet, une activité jusqu'alors rémunérée cessera de l'être entre époux, et la création de richesse, quand bien même va-t-elle perdurer, ne sera plus comptabilisée ! C'est également le cas de l'ensemble des activités réalisées par des bénévoles. D'autres activités ne sont pas davantage comptabilisées par nature, c'est le cas de l'économie souterraine qui échappe à toute forme de décompte (activités illégales, travail « au noir », c'est-à-dire non déclaré, etc.).

Certaines activités apparaissent sous-estimées ; c'est le cas, par exemple, des services rendus par les associations à but non lucratif, mais aussi par les administrations. Ces secteurs d'activité proposant des services non-marchands (n'ayant pas vocation à être vendus sur un marché, ils sont cédés à titre gratuit ou quasi-gratuit, c'est-à-dire à un prix inférieur à 50 % des coûts de production), leur production sera valorisée à hauteur de ces coûts de production.

Enfin, le PIB est par nature « aveugle » sur ce qu'il comptabilise, il ne porte aucun jugement de valeur sur ce qui constitue une production de richesse, même s'il s'agit de « réparer » des accidents corporels ou matériels, les conséquences de catastrophes naturelles ou humaines (pollutions et autres externalités négatives). Ainsi, une marée noire sera source d'une augmentation du PIB dès lors que des moyens conséquents seront alloués à en réparer les conséquences !

## Conseils

Plusieurs unités statistiques peuvent être convoquées pour évoquer directement ou indirectement la croissance. On distinguera utilement des données en valeur

et en volume, des données en pourcentage ou encore en indice. Il s'agit là d'un élément essentiel permettant de comprendre un document : on le trouvera soit dans le titre du document, soit en note, soit dans le document lui-même (indication en abscisses et en ordonnées). En outre, la source d'un document, surtout lorsqu'il s'agit d'un article ou d'un ouvrage, permet souvent d'obtenir des renseignements complémentaires sur l'objectif initial poursuivi par son auteur !

En général, les questionnements portent sur une qualification de la croissance. L'exercice est d'autant plus difficile que la croissance est mesurée quantitativement, mais qu'il vous est demandé d'en commenter l'évolution en termes qualitatifs : cette croissance est-elle importante, suffisante, faible ?

Pour apprécier les évolutions de la croissance dans le temps et les qualifier, on portera une attention plus particulière aux « ralentissements » de la croissance (la croissance existe, la donnée est positive, mais elle progresse moins vite d'une période sur l'autre), qu'il faut clairement distinguer des périodes de « crises » ou de « décroissance » : la production de richesse décroît d'une période sur l'autre.

Cette dernière remarque est particulièrement importante : en effet, en portant davantage d'attention au vocabulaire utilisé pour analyser les évolutions du PIB, on évitera les remarques du type « la croissance diminue », quand elle ne fait que ralentir ! C'est là une source d'erreurs récurrentes et, force est de le constater, très agaçantes...

Pour répondre aux questions portant sur les limites du PIB, fréquentes sous la forme d'une EC1, il est pertinent d'en discuter les contours dans une phrase d'introduction, et de terminer l'analyse par une réponse à la question posée en guise de conclusion (une seule phrase suffit dans les deux cas !).

### Exemple traité

#### **EC1 Présentez deux limites dans l'utilisation du PIB comme indicateur de la croissance économique. (Liban, 2015)**

Le PIB constitue un indicateur quantitatif des richesses produites sur un territoire donné, sur une période considérée. Conçu à l'origine par l'économiste Simon Kuznets en 1934, il avait pour vocation de permettre d'apprécier l'efficacité d'une politique économique active, autorisant l'État à en saisir les conséquences. Cependant, il ne permet pas de saisir toute la production de richesse : en effet, il oublie de comptabiliser certains éléments et en sous-estime d'autres.

Le PIB ne considérant pas les productions non monétaires, c'est-à-dire ne donnant pas lieu à une transaction, il passe sous silence l'ensemble des productions domestiques réalisées par les ménages pour satisfaire leurs besoins propres (ménage, bricolage, jardinage...) et les services rendus gracieusement entre proches (garde d'enfants, d'animaux domestiques, etc.).

Comme il ne peut par nature comptabiliser que ce qui fait l'objet d'une déclaration, il ne prend pas davantage en considération l'économie souterraine : activités illégales et travail « au noir », quand bien même certains États intègrent dans leurs calculs une « estimation » de ces activités (c'est le cas de l'Italie et de la Grèce, par exemple).

De plus, il sous-estime également les activités réalisées sans poursuivre un but lucratif : c'est le cas notamment des productions non-marchandes réalisées par les associations ou les administrations publiques.

Pour toutes ces raisons, on peut considérer que le PIB ne remplit que bien imparfaitement ce pour quoi il a été conçu.

## Exercices

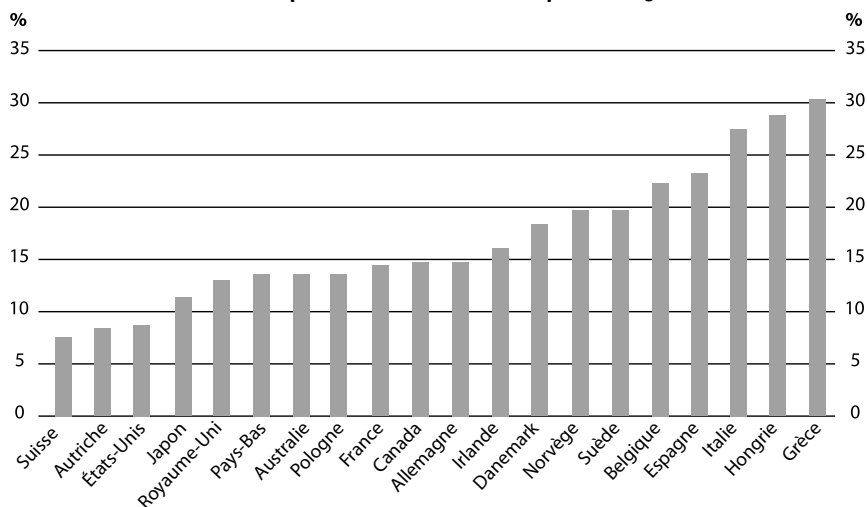
### EXERCICE 1 EC1

En quoi l'approche en termes d'IDH complète-t-elle celle en termes de PIB? (Pondichéry, 2014)

### EXERCICE 2 Analyse de document

Montrez que le PIB mesure imparfaitement l'activité économique.

Taille supposée de l'« économie souterraine » dans 20 pays de l'OCDE en 2000  
Activités non comptabilisées dans le PIB (en pourcentage du PIB)



N.B. : On appelle *économie souterraine* l'ensemble des richesses produites à l'insu des pouvoirs publics, hors du circuit des impôts et des cotisations sociales (vente de drogue, prostitution, travail au noir, etc.).

Source : D. Blades et D. Roberts, « Mesurer l'économie non-observée », Cahiers statistiques de l'OCDE, n° 5, 2003.

## Pour vous aider à démarrer

### EXERCICE 1

Définir les deux concepts que sont le PIB d'une part, et l'IDH d'autre part, constitue un détour indispensable pour pouvoir efficacement lier ces notions par la suite, comme le demande l'énoncé. Celui-ci laisse clairement entendre que le PIB n'a pas les mêmes contours que l'IDH (ni même des objectifs similaires).

### EXERCICE 2

Le document renvoie clairement à l'une des limites du PIB, en ce qui concerne sa capacité à rendre compte des richesses produites : il ne peut tout comptabiliser pour d'évidentes raisons, à commencer par l'économie souterraine, dont le contenu est explicité en note du document. Celui-ci n'a pas vocation à demeurer purement décoratif, le correcteur attend que cette définition soit clairement décortiquée ! Précisons que ce document est issu d'une épreuve orale de baccalauréat ; l'explicitation des contours de l'économie souterraine permet au candidat d'en chiffrer l'impact en pourcentage du PIB (et donc son importance), mais la question posée ne doit pas être passée sous silence ; c'est dans le cadre de celle-ci que l'analyse du document doit prendre place !



### EXERCICE 1

Le PIB a vocation à rendre compte de la production de richesse sur un territoire donné sur une période de un an, et ne poursuit en ce sens aucun objectif qualitatif. Il s'agit d'une grandeur purement quantitative, servant d'outil pour apprécier l'efficacité d'une politique économique donnée. En revanche, l'IDH (Indice de développement humain), mis au point par l'économiste Amartya Sen, se penche sur l'utilisation par les États de certaines ressources au bénéfice des populations et du développement. En ce sens, l'IDH ne se limite pas à une approche quantitative des richesses, mais intègre une dimension qualitative.

Cet indice considère, selon une pondération équivalente, la production de richesse (mesurée par le PIB par habitant) ; l'effort en matière d'éducation consenti en faveur des individus (mesuré par la durée moyenne de scolarisation des adultes et la durée attendue de scolarisation des enfants en âge scolaire) et la santé des acteurs (mesurée par l'espérance de vie à la naissance). Compris par construction entre 0 et 1, un IDH proche de 1 sera la marque d'un pays « développé », et inversement s'il est proche de 0.

Là où le PIB se borne à comptabiliser des richesses, l'IDH permet de distinguer les pays poursuivant croissance et développement de ceux qui n'aspirent qu'à multiplier les richesses sans égard pour les populations.

Remarquons cependant que l'IDH ne saurait pleinement remplir ce rôle en l'absence de prise en considération d'éléments sexo-spécifiques (les inégalités entre hommes et femmes n'apparaissent pas dans ses mesures) ou d'éléments sur les inégalités et la pauvreté. C'est pourquoi le PNUD propose d'autres indicateurs spécifiques.

### EXERCICE 2

Si le PIB a vocation à rendre compte de l'activité économique en comptabilisant l'ensemble des richesses produites sur une période de un an, il n'est cependant pas en mesure d'en cerner tous les contours. Toutes les créations de richesse ne peuvent être recensées : faute de transactions monétaires, cet agrégat ignore la production que les ménages effectuent pour leur propre compte, ainsi que les menus services mutuels que les acteurs se rendent gracieusement.

Le PIB ignore également des activités que les acteurs, pour des raisons évidentes, évitent de déclarer, comme les trafics de drogue, d'armes ou toute autre activité illicite. Pour échapper à la fiscalité ou au versement de cotisations sociales, certains acteurs ne déclarent pas non plus tous leurs travaux rémunérés, et en exercent certains contre rémunération « officieuse » : on parle ici de « travail au noir ». L'ensemble de ces activités constitue l'économie « souterraine ». D'après le tableau *taille supposée de l'économie souterraine*, établi par D. Blades et

D. Roberts, dans leur article « Mesurer l'économie non-observée », paru dans les *Cahiers statistiques de l'OCDE* en 2003, cette part représente en Suisse moins de 8 % du PIB, mais atteint 26 % du PIB italien, 28 % du PIB en Hongrie et jusqu'à 30 % du PIB dans le cas de la Grèce. Dans les pays où les contrôles sont sans doute plus sévères et les sanctions encourues plus lourdes, la part de l'économie souterraine est plus limitée : elle ne représente que 15 % du PIB en France, au Canada ou encore en Allemagne. Au Royaume-Uni et au Japon, ces activités souterraines représentent respectivement 13 % et 11 % du PIB. Enfin, elle est plus faible encore aux États-Unis, où elle est estimée aux alentours de 8 %. En ne considérant que la seule part représentée par l'économie souterraine dans les pays de l'OCDE étudiés, on en conclura que le PIB ne saurait proposer qu'une approximation des quantités de richesses produites. Si l'on considère en outre la sous-valorisation des activités non lucratives (bénévolat dans le secteur associatif, production non marchande au coût de production dans le cas des administrations publiques), ainsi que la production domestique, le constat pourrait être plus sévère encore.

# Comment l'augmentation des facteurs travail et capital contribue-t-elle à la croissance ?



## 2

### Quand on ne sait pas !

Si l'on admet la définition de la croissance comme acquise et comprise (on retiendra, pour l'essentiel, l'augmentation des richesses sur une période donnée dans un territoire géographiquement délimité), la question de ce qui rend possible cette croissance demeure posée. Parmi les réponses possibles, l'augmentation des facteurs de production constitue une première piste essentielle. Il est donc nécessaire d'en dessiner les contours.

Il faut comprendre et définir les facteurs de production. On en retient traditionnellement deux : le facteur travail, et le facteur capital. Le premier renvoie à la main-d'œuvre utilisée pour produire des richesses, le second insiste sur les moyens techniques nécessaires (le capital).

### Que faire ?

Délimiter les contours de la question posée constitue un préambule indispensable : qu'attend le lecteur ? Sur la thématique de la croissance, un nombre restreint de questions peut être posé. On ne s'interrogera que sur l'importance de cette croissance (quand elle existe), sur les mouvements de la croissance (notamment ses cycles), ou encore sur ses sources. C'est ce dernier point qui nous intéresse ici. Comment les facteurs de production peuvent-ils influencer le niveau de la croissance ? Le bon sens laisse entendre deux possibilités évidentes : une augmentation quantitative des facteurs de production (plus de main-d'œuvre – et/ou plus de machines – permet davantage de création de richesse), ou une amélioration qualitative portant sur la façon dont on utilise ces ressources. Le sujet de cette fiche renvoie directement à la première piste (une augmentation des quantités de facteurs de production). Nous explorerons dans la prochaine l'autre possibilité ! Nous distinguerons utilement :

- Le facteur travail, qui désigne l'ensemble des moyens humains, manuels et intellectuels, qualifiés ou non, mis en œuvre dans le processus de production.
- Le facteur capital, à savoir l'ensemble des moyens de production dont dispose un acteur pour produire des biens et des services.